



## Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Solidarités - Conventions de cofinancement de l'ingénierie de projet par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Banque des Territoires pour l'OPAH "Copropriétés dégradées" Mosson (2019-2024) et le Plan de Sauvegarde de la copropriété "Les Cévennes" - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre, avec le soutien de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) dont elle est délégataire, une politique d'intervention visant à enrayer la dégradation de l'habitat privé sur le territoire de la Métropole et à accompagner les porteurs de projets de rénovation du bâti.

Cette action s'exprime en particulier à travers deux dispositifs mis en place dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés (PIC) initié par le Gouvernement à l'automne 2018 :

- l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) – Copropriété Dégradée sur les 15 copropriétés verticales de la Mosson (2019- 2024) ;
- le Plan de sauvegarde sur les 918 lots de la copropriété des Cévennes (2019-2026).

Ces deux opérations sont menées en très étroite articulation avec le projet de renouvellement urbain engagé avec l'ANRU sur les deux sites. Le suivi-animation des deux dispositifs incitatifs à destination des copropriétés a été confié à la SA3M.

En ce qui la concerne, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) assure des missions d'intérêt général en appui des politiques nationales et locales, notamment au travers de sa direction Banque des Territoires. La CDC est notamment partie prenante et financeur du PIC ; elle s'engage dans ce cadre auprès de Montpellier Méditerranée Métropole au travers du cofinancement des missions de suivi-animation de l'OPAH Copropriétés dégradées « Mosson » et du Plan de sauvegarde de la copropriété « Les Cévennes ».

Il est ainsi proposé deux conventions précisant les modalités de la participation financière de la CDC-Banque des Territoires au suivi-animation de l'OPAH « Mosson » et du Plan de sauvegarde des Cévennes.

La CDC-Banque des Territoires propose d'intervenir financièrement, en complément de l'aide déjà prévue de l'ANAH, à hauteur de :

- 277 500 € pour l'OPAH « Copropriétés dégradées » - Quartier Mosson, soit 22,2 % du coût total de l'ingénierie pour 5 ans à la charge de la Métropole, maître d'ouvrage,
- 264 464 € pour le Plan de sauvegarde de la copropriété « Les Cévennes », soit 25 % du coût total de l'ingénierie pour 5 ans à la charge de la Métropole, maître d'ouvrage.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes des conventions à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations-Banque des Territoires ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-152122-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 3M CDC OPAH
- Convention 3M CDC PDS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.